



Sommaire

Editorial	p. 1
Salaires, emplois et pauvreté en Lot-et-Garonne	p. 2
Journée d'action du 27 janvier	p. 3
Du changement chez Lisi-Creuzet aéronautique	p. 3
La vie de nos syndicats et professions	p. 4
AG INDECOSA	p. 4
IHS 47	p. 4

Agenda

Formations syndicales

Formations de Mars à Juin 2022

- **DELEGUE.E SYNDICAL.E**
Le 24 mars
- **INAPTITUDE ET MAINTIEN DANS L'EMPLOI, PREVENIR ET OU AGIR SYNDICALEMENT**
Le 7 avril
- **COMMUNICATION**
Du 11 au 13 mai
- **COGITIEL**
Les 3 et 4 mai
- **ANIMER UN SYNDICAT**
Du 14 au 16 juin
- **COGETISE**
Le 23 juin
- **RENFORCER LA CGT**
Du 28 au 30 juin

Editorial

Alors que le dernier rapport d'OXFAM pointe une explosion tristement historique des inégalités, en France, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 % depuis le début de la pandémie.

Cette hausse représente une somme de 236 milliards d'euros, soit assez d'argent pour quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3 500 € à chaque français !

Or, nous dit l'OXFAM, cet enrichissement est principalement dû à l'argent public versé sans conditions par les gouvernements et les banques centrales.

Les 5 premières fortunes de France possèdent désormais autant que les 40 % de français les plus précaires !

Dans le même temps nous le savons bien, la banalisation abjecte des discours de haine, de division, a pour seul objectif de perpétuer la domination politique et économique d'une minorité de possédants sur les travailleur.ses et les citoyen.nes.

À la focalisation du débat public sur les obsessions identitaires et sécuritaires de l'extrême droite, reprises de concert par les droites dites républicaines, nous devons opposer les réelles préoccupations des français.es : le pouvoir d'achat.

À cela la CGT répond : **AUGMENTEZ LES SALAIRES et LES PENSIONS MAINTENANT !**

Les mobilisations qui se multiplient partout sur le territoire national démontrent que les salarié.es, du privé comme du public sont déterminé.es à gagner ces augmentations

Sur ces questions, la CGT, a mis en place depuis le 27/01 un processus de luttes qui se poursuit :

– Appel à « **la grève féministe du 8 mars** » pour porter nos exigences en matière d'égalité salariale, de revalorisation des métiers féminisés, de rattrapage des pensions.

– Le **17 mars, mobilisation interprofessionnelle** à l'appel de la CGT, la FSU, Solidaires, UNSA et des organisations de jeunesse et étudiantes pour l'augmentation des salaires et des pensions pour toutes et tous.

– La **manifestation du 24 mars à l'appel de l'Union Confédérale des Retraités pour l'augmentation des retraites**, la Sécurité Sociale Intégrale et des services publics de proximité.

Aujourd'hui, indéniablement cette parole fait son chemin au point de tinter le climat social et politique du moment.

Les mobilisations et les victoires se multiplient, dans de nombreuses entreprises et rompent le silence de cette réalité.

Une réalité qui oblige les entreprises à y répondre, qui s'impose dans les discours de ceux qui, à droite et à l'extrême droite espère devenir roi.

Dans la lutte, avec une CGT unie et dynamique auprès des salarié.es, tout est possible !

Corinne CHARRY
Secrétaire Générale UD CGT 47

SALAIRES, EMPLOIS et PAUVRETÉ

en Lot-et-Garonne

Notre département depuis 1983 est parmi ceux qui accumulent le plus grand retard dans l'évolution générale des salaires dans notre pays. En 2005 notre département était au 85^e rang national en niveau des salaires sur 98, quinze ans après, il est en 2019 passé au 87^e...

Le revenu médian disponible annuel par Unité de consommation (1 personne ou 1 ménage - Dans l'échelle dite « d'Oxford » le premier adulte compte pour une unité de consommation, le deuxième et les suivants pour 0,7 et les enfants de moins de 15 ans pour 0,5 chacun) est en Lot & Garonne de 20 110 € (signifie que 50 % des salariés gagnent moins de 20 110 et 50 % gagnent plus de 20 110 €).

Il est à :

- Marmande de 19 910 €,
- Villeneuve/Lot de 19 270 €
- Casteljaloux de 19 300 €,
- Miramont de 18 320 €,
- Fumel de 18 540 €,
- Tonneins de 18 260 €,
- Nérac de 20 060 €,
- Agen de 21 000 €.

Le niveau de vie (niveau de consommation) par Unité de Consommation (UC) en Lot & Garonne (source Insee 2019), est de 1 618 €/mois. Il est de 594 €/mois pour les 10 % les plus bas et de plus de 3 100 €/mois pour les 10 % les plus hauts.

La pauvreté progresse et atteint des taux (seuil 60 % du salaire médian) élevés avec un taux départemental de 16,8 %.

Elle est pour comparaison dans les communautés de communes ci-dessous :

Fumel Valée du Lot	18,8 %
Lauzun	18,4 %
Lot et Tolzat	19,8 %
Duras	21,5 %

Et dans les communes :

Tonneins	22,6 %
Miramont de Guyenne	19 %
Fumel	19,7 %
Villeneuve Sur Lot	19,1 %
Marmande	17,5 %

Seule, la commune d' Agen avec 16 %, a un taux de pauvreté inférieur au taux de pauvreté départemental.

Les bas salaires, la pauvreté sont de la responsabilité des patrons et des responsables politiques qui ont pris les décisions de suppressions des emplois industriels et de privatisation des services publics depuis plus de 40 ans.

Ces 10 dernières années 4 000 emplois industriels ont été supprimés en Lot et Garonne. C'est le département



avec le plus faible taux d'emplois de services publics pour 1 000 habitants dans la Nouvelle Aquitaine. L'emploi devait, nous disait-on, se développer dans le commerce, dans services et dans le tourisme.

Cela devait pallier les suppressions dans l'industrie. Il n'en a rien été. Le chômage depuis 1983 a été multiplié par 2,8. Au 4^e trimestre 2021 ce sont 32 960 demandeurs toutes catégories. Des communes affichent des taux records: Villeneuve sur lot 20,3 % de la population active, Miramont de Guyenne : 19,8 %, Tonneins : 19,7 %, Fumel : 21,1 %.

Cette politique persévère encore aujourd'hui avec l'orientation vers le tourisme qui amène une baisse des salaires, un développement des emplois précaires et temporaires. Cette orientation pèse sur tous les salaires dans le département.

Cette situation vers un sous-développement social ne peut pas durer.

Pour la CGT il faut augmenter tous les salaires.

Agir pour l'augmentation générale des salaires, l'égalité salariale femme/homme, la reconnaissance des qualifications (Avec le SMIC départ de l'échelle des salaires), c'est nécessaire pour pouvoir vivre en Lot et Garonne.

C'est faire reculer le coût du capital au moment où les versements de dividendes et les marges des entreprises battent des records. Gagner sur les salaires et l'emploi dépend de l'activité syndicale revendicative CGT dans l'entreprise.

Il n'est plus possible de continuer d'attendre que cela soit l'employeur qui décide et impose ses revendications. C'est aux salariés avec le syndicat d'exiger les leurs. C'est le moment d'agir où s'engagent des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) et d'y porter les revendications exprimées par les salarié.es.

Claude TRESSOS
Membre CE UD

Journée d'action du 27 janvier : Des exigences qui doivent être entendues et satisfaites !

À l'appel de 8 organisations syndicales et de jeunesse, plus de 170 rassemblements et manifestations se sont déroulés le 27 janvier réunissant plus de 150 000 salarié·es, retraité·es, jeunes, pour exiger des mesures immédiates du gouvernement et du patronat d'augmentations générales de salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux.

À Agen, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, 500 manifestants se sont mobilisés.

Face aux difficultés grandissantes pour des millions d'entre nous pour satisfaire les besoins du quotidien, pouvoir se loger, se nourrir, se chauffer, se déplacer et ne plus voir les fins du mois débiter le 15, il y a urgence à obtenir des réponses à nos revendications.

Loin des primes ponctuelles ou autres dispositifs aléatoires, nous exigeons des mesures immédiates afin de porter le Smic à 2000 euros bruts, le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires, l'augmentation des pensions, des minima sociaux ou encore une véritable allocation d'autonomie pour les jeunes.

5 milliardaires français ont vu leurs revenus progresser de 179 milliards d'euros durant la pandémie. À lui seul, Bernard Arnault en reversant 1/3 de sa fortune pourrait doubler le budget de l'éducation.



Le quoi qu'il en coûte doit être pour les salarié·es, pas pour les milliardaires !

L'utilisation de l'argent public pour détruire les emplois et assurer le versement de dividendes toujours plus élevés aux actionnaires doit cesser.

Il est maintenant indispensable de développer une politique de relocalisation des productions industrielles, de soutenir les secteurs menacés tels que les fonderies, de recruter massivement dans les services publics.

Les mobilisations vont continuer à s'amplifier dans les entreprises et les services. La CGT porte la nécessité de donner des suites revendicatives rapides avec notamment les prochaines mobilisations: Le 8 mars journée internationale de lutte pour les droits des femmes et le 17 mars journée d'action interprofessionnelle et intersyndicale.

Du **changement** chez **LISI-CREUZET AÉRONAUTIQUE**

Suite à la crise covid et la baisse des commandes, la direction Creuzet Marmande a supprimé avec son PSE un quart de l'effectif. À peine quelques mois après, la perte des compétences se fait sentir.

Dans une ambiance de fin de cycle des pièces aluminium, la direction décide de créer deux établissements distincts pour séparer les sites de production de Marmande ! L'objectif étant d'avoir moins de 500 personnes par site de production : plus facile à gérer selon la direction !

Les conséquences sont alors multiples.

Le site de Carpète reste très profitable avec son produit phare: le Bord d'Attaque. Cela devrait continuer encore quelques années. Mais pour combien de temps, car la concurrence est déjà présente face à un site à ce jour que nous pouvons qualifier de mono-produit !

Le site de Beyssac est le site historique de Creuzet aéronautique avec une production très diversifiée: pièces de structure et moteur !

Lors de l'achat de Creuzet aéronautique par le groupe LISI, nous avons appris qu'il ne voulait pas de la partie des pièces de structures (peu rentable).

Séparant ainsi en deux entités juridiques (deux numéros de SIRET distinct) la direction rendra autonome les deux sites, avec pour conséquences à terme des modifications de la représentation du personnel (2xCSE + 1 CSE central).

Il est de même sur l'aspect social: l'intéressement, les horaires de travail, les accords, la dotation pour les œuvres sociales qui seront calculées au regard de la masse salariale de chaque site.

La CGT Creuzet se bat actuellement pour garder le périmètre social identique à ce jour sur les deux futurs établissements de manière pérenne, de manière à ne pas générer une « justice sociale » à deux vitesses sur nos sites.

Après un Plan de Sauvegarde de l'emploi, l'Activité Partielle de Longue Durée, des problématiques de RPS récurrentes, et maintenant un projet important de scission, le dialogue social est très compliqué.

La CGT Creuzet informe et alerte sur les graves conséquences de cette fracture sociale qui se prépare sur Marmande.

La CGT Creuzet Aéronautique

La vie de nos syndicats et professions

Syndicat ALGEEI: un nouveau secrétaire général depuis le 28 janvier, Patrice BERTIN

USD: Assemblée Générale annoncée le 8 avril

AG INDECOSA

Il est temps de procéder au bilan et de faire des propositions pour rendre notre association départementale plus dynamique. L'Assemblée Générale d'INDECOA CGT 47 aura lieu le **5 avril à 18 h à Agen**.

Les problèmes touchant aux droits des consommateurs sont vastes et demandent très souvent une expertise dépassant le bénévolat.

L'activité d'INDECOSA 47 depuis notre dernière AG de janvier 2020 s'est surtout attelée à la prise en compte de sollicitations particulières pour différents litiges: réparations auto, locations de loisirs, bail locatif, énergie...

Il y a eu aussi des demandes pour des dossiers sociaux comme le surendettement, l'accompagnement aux démarches pour l'accès aux droits sociaux (MDPH...).

Cette activité est utile et apporte toujours une écoute au demandeur car en effet, la réponse n'est pas toujours à la hauteur des espérances notamment pour les litiges. Le libéralisme a transformé le client roi du capitalisme paternaliste, en client pigeon du libéralisme échevelé devant rendre gorge et pognon. Toutes les arnaques n'ont

pas toujours de solutions, à moins d'engager des frais d'avocats dont le succès n'est pas garanti et parfois, « le jeu n'en vaut pas la chandelle »!

Cette activité n'est cependant pas satisfaisante au regard de l'axe revendicatif en lien avec celui de la CGT. Alors que la consommation touche à la fois les droits fondamentaux comme l'accès à l'énergie, la santé au travers de l'alimentation et de l'environnement, l'éducation, les droits économiques, le statut du consommateur (salarié, précaire, chômeur, retraité...) conditionne son pouvoir d'achat et sa maîtrise quant à l'acte de consommer équitable, durable, ou... toujours moins cher! Le lien avec les revendications et les propositions de la CGT doit s'opérer!

Deux ou trois bénévoles seuls ne peuvent pas porter cette ambition. Aussi, nous faisons appel à candidature pour étoffer l'association et permettre aux citoyens de se saisir de la défense de leurs intérêts pour promouvoir un changement de société!

Le bureau de l'INDECOSA CGT 47

IHS 47

L'Institut d'histoire sociale CGT du Lot-et-Garonne a deux projets pour l'année 2022. Le premier va consister à prolonger l'évocation mémorielle de la Commune de Paris, épisode essentiel et déterminant dans l'histoire sociale et politique de notre pays, dont les 150 ans ont été célébrés en 2021. À cette occasion, l'Institut a confectionné une exposition sur les événements de la Commune, avec l'aide de l'association nationale les Amis de la Commune de Paris, exposition réalisée par notre ami, Daniel Heinrich. Elle a été montrée et appréciée à de nombreuses reprises dans des assemblées et congrès syndicaux (dont le congrès de l'UD-CGT du Lot-et-Garonne au printemps 2021) et dans des manifestations en hommage à la Commune sur Bordeaux. Une brochure reprenant les éléments de l'exposition a été réalisée et largement diffusée (ainsi que l'exposition, elle est toujours disponible, à l'UD-CGT 47 pour la somme de 5 euros) En 2022, pour parachever cette évocation nous avons l'intention d'organiser une projection de film, au cours de laquelle l'exposition sera de nouveau présentée, qui sera suivie d'un débat, aux Montreurs d'Images à Agen.

Le deuxième projet est envisagé en liaison avec la montée inquiétante de l'idéologie d'extrême-droite en France, où, phénomène inimaginable il y a quelques années, ce

courant politique est aux portes du pouvoir, l'éventualité d'une victoire électorale n'est plus de l'ordre du saugrenu ou de l'impossible. Les idées de haine, de xénophobie, de discrimination sociale et raciale, de rejet de l'étranger et de l'immigré envahissent les médias et progressent dans l'opinion... La CGT et l'Institut IHS participent au combat nécessaire pour l'éradication de ces idées nauséabondes et pour la défense des valeurs de justice sociale, d'égalité et de solidarité, d'ouverture aux autres dans le cadre d'un projet collectif de transformation sociale... Nous devons rappeler à quelles monstruosité ont abouti, dans d'autres périodes historiques, la diffusion à une échelle de masse de ces idées dangereuses pour l'ensemble de l'humanité. Dans cette perspective, l'IHS-CGT en liaison directe avec l'action de l'UD-CGT 47 (une commission spéciale a été créée à cet effet à l'intérieur de l'UD) a décidé de s'inscrire dans la campagne nationale impulsée par la confédération et l'IHS national qui a pour but de dénoncer cette gangrène qui avance. Dans plusieurs départements des journées de lutte sont prévues avec en particulier la représentation d'une « conférence gesticulée » contre le fascisme. Celle-ci aura lieu dans le Lot-et-Garonne le jeudi 24 mars 2022.

Pierre Robin (président de l'IHS-CGT 47)

